

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

30 juin 2010

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève .....	4
Concrétisation du protocole d'accord avec la police .....	4
Validation de la gestion 2009 des TPG .....	4
Adoption du contrat de prestations entre l'Etat et les TPG 2011-2014 .....	5
Projet de loi sur les taxis .....	6
Repenser la mobilité pour améliorer la qualité de vie des riverains des axes de transit .....	6
Soutien à l'organisation de congrès à Genève .....	7
Suppression progressive de la garantie sur les dépôts auprès de la BCGE .....	7
Adoption d'un règlement sur le télétravail .....	8
Réalisation de soixante-huit nouveaux logements en ville de Genève et à Châtelaine .....	9
Augmenter le nombre de CFC dans les domaines de la santé et du social .....	9
Nouveau règlement sur les sanctions dans l'enseignement secondaire .....	10
L'Etat s'engage dans la lutte contre l'endettement des jeunes .....	10
Lutte contre le jeu excessif : aide financière à l'association « Rien ne va plus » .....	11
Fondation des services d'aide et de soins à domicile : projet de loi spécifique pour l'orientation dans le réseau de soins .....	11
Modification du règlement d'application de la loi sur les améliorations foncières .....	12
Nominations .....	13

---

## Concrétisation du protocole d'accord avec la police

Après la signature d'un premier protocole d'accord, le 16 décembre dernier, entre le Conseil d'Etat d'une part et le Groupement des associations de police d'autre part, portant sur la rémunération des policiers (voir [communiqué](#)), le gouvernement a entériné ce jour un second accord, conclu le 29 juin 2010, et a ordonné la mise en œuvre des mesures qu'il contient.

Ce nouvel accord porte essentiellement sur le règlement du solde des heures supplémentaires des policiers au 31 décembre 2009 et sur la détermination de l'indemnité journalière (débours), deux points qui n'avaient pu être réglés en décembre dernier.

Ainsi, les policiers qui le souhaitent pourront obtenir, en juillet 2010, le paiement avec une majoration de 25% de l'intégralité ou d'une partie de leurs heures supplémentaires. Il convient de rappeler qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le cumul d'heures supplémentaires n'est plus autorisé (article 5 du [règlement d'application de la loi sur la police \(RPol\)](#)).

Par ailleurs, le protocole d'accord prévoit le versement d'une indemnité forfaitaire pour débours aux fonctionnaires de police et aux agents de la police de la sécurité internationale lorsqu'il s'avère disproportionné de demander un justificatif pour le remboursement de frais effectifs qu'ils engagent afin de mener à bien leurs missions opérationnelles. Le Conseil d'Etat complètera dans ce sens, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2010, le règlement concernant les indemnités des fonctionnaires de police.

Par la conclusion de ce protocole, les parties signataires ont réaffirmé leur volonté de rendre cohérents et transparents les éléments de rémunération des policiers.

*Pour toute information complémentaire : Mme Isabel RoCHAT, conseillère d'Etat, DSPE, ☎ 022 327 92 43.*

---

## Validation de la gestion 2009 des TPG

Le Conseil d'Etat a adopté les comptes et le rapport annuel de gestion 2009 des Transports publics genevois (TPG), présentés sur la base des nouvelles normes comptables internationales IPSAS, ainsi que le rapport sur la réalisation de l'offre de transports 2009. Il se réjouit de constater que les objectifs fixés dans le contrat de prestations 2007-2010 ont été atteints, voire dépassés, et cela en adéquation avec la politique de développement de l'offre conformément au plan directeur des transports collectifs 2007-2010. Cette troisième année du contrat de prestations s'est achevée avec un déficit de 1,03 million de francs (2008 : bénéfice de 3,59 millions), moins élevé que la perte budgétée de 2,73 millions.

Par rapport au budget, la baisse des produits est partiellement compensée, à hauteur de 4,39 millions de francs, par des produits d'exploitation divers supérieurs au budget de 5,6 millions, grâce notamment à la vente

d'autobus Volvo, à la location de véhicule aux sous-traitants ainsi qu'aux revenus de publicité liés aux élections cantonales. S'agissant des revenus de transports, ils sont en diminution de 3,02 millions. On constate en effet un tassement de la progression des recettes unitaires en lien avec le retour à un rapport plus normal entre croissance de l'offre et croissance des produits. Il faut donc s'attendre à ce que, sans adaptation tarifaire en lien avec l'offre, les recettes progressent moins fortement que ces dernières années. Au niveau des charges, les frais de véhicules ont diminué de 2,68 millions, notamment en raison du prix du carburant, qui a été moins élevé que prévu.

Les engagements liés aux investissements s'élèvent à 15,93 millions et concernent essentiellement l'acquisition de véhicules de ligne. Ce montant permet de se situer à 88,1% de la cible prévue à l'issue du contrat de prestations 2007-2010. Au 31 décembre 2009, le total des engagements se monte à 189,5 millions, soit supérieur de 15,47 millions aux 174,03 millions prévus au plan financier pluriannuel (PFP).

Par rapport à 2002, l'offre de transport (places kilomètres réalisées) a augmenté de 45,1% et la fréquentation des véhicules de 59,7%, même si l'indicateur de fréquentation n'est que partiellement comparable aux valeurs de l'année 2008 (mais comparables sur la totalité de l'année pour les trams et les trolleybus), engendrant un biais de 9% de hausse, validé par l'Etat. Pour rappel, les TPG sont en effet passés d'un système de recensement des données par sondage à un système exhaustif en 2009, où tous les véhicules du parc sont équipés de cellules compteuses. 2009 servira ainsi de base de comparaison fiable pour les prochaines années.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*

---

## **Adoption du contrat de prestations entre l'Etat et les TPG 2011-2014**

Le Conseil d'Etat a adopté la version définitive du plan directeur du réseau des transports collectifs pour les années 2011 à 2014 et le contrat de prestations pluriannuel entre l'Etat et les TPG qui en découle.

L'offre des Transports publics genevois (TPG) doit augmenter de 34,9% pendant cette période. Les améliorations de l'offre porteront tout d'abord sur les tramways, avec la mise en service des lignes desservant le CERN (TCMC) et Bernex (TCOB). Les fréquences seront progressivement améliorées grâce à un système d'exploitation des lignes simplifié et plus lisible dès décembre 2011. L'offre de trolleybus sera également améliorée, avec des fréquences plus élevées sur les lignes principales et l'électrification de nouveaux tronçons de lignes. Le réseau autobus verra également les fréquences de certaines lignes améliorées et certaines dessertes seront revues afin de répondre à la demande. Plus globalement, l'accent a été mis sur la préparation du réseau des TPG à la mise en service du Réseau Express Régional (RER) franco-valdo-genevois rendue possible par la [liaison ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse \(CEVA\)](#). Enfin, plusieurs lignes relevant jusque-là de l'offre complémentaire et pour lesquelles une participation des communes était requise ont été intégrées dans l'offre de base à la charge du canton.

Ce contrat de prestations représentera également pour les TPG une période importante en matière d'investissements, qu'il s'agisse de matériel roulant ou d'infrastructures lourdes. En effet, afin d'accueillir les nouveaux tramways commandés, les TPG projettent la construction d'un nouveau centre de maintenance et d'entreposage au lieu-dit « En Chardon », dans le prolongement de la piste de l'aéroport. Ce nouveau dépôt permettra également de procéder à la première étape de la délocalisation des dépôts TPG à la pointe de la Jonction. Son financement interviendra sous la forme d'une subvention d'investissement accordée par l'Etat.

Sur la période du contrat de prestations, les contributions cantonales passeront de 175 millions de francs en 2011 à 213 millions en 2014. Afin de répondre aux contraintes budgétaires de l'Etat et aux demandes du Grand Conseil de tendre vers un niveau de contributions cantonales aussi proche que possible du taux de 50% par rapport aux produits propres des TPG, il sera nécessaire, pour la première fois depuis décembre 2004, de procéder à une augmentation des tarifs. L'ajustement des tarifs, qui interviendra en décembre 2010, est contenu à la hausse prévue au plan fédéral, soit à hauteur de 6,6%. Une augmentation plus massive a pu être évitée en raison de la subvention d'investissement versée au profit de la construction du nouveau centre

de maintenance et d'entreposage au lieu-dit « En Chardon » décrite ci-dessus. La nouvelle grille tarifaire n'est pas encore arrêtée de façon détaillée.

Le contrat de prestations entre l'Etat et les TPG pour les années 2011-2014 sera soumis cet automne à l'approbation du Grand Conseil.

**Annexes** (cliquer sur les liens pour accéder aux documents) :

- [Contrat de prestations entre l'Etat et les TPG 2011-2014 : l'essentiel en bref.](#)
- [Plan directeur des transports collectifs 2011-2014.](#)

*Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIM, ☎ 022 327 96 12.*

---

## **Projet de loi sur les taxis**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de loi (PL) sur le transport professionnel de personnes, abrogeant la [loi sur les taxis et limousines du 21 janvier 2005](#). Fruit de deux années de travail intense mené en collaboration avec les milieux concernés, ce PL permet de garantir une desserte des taxis 24h/24 en tous points du canton et d'améliorer le service à la clientèle.

Le projet adopté prévoit la création d'un monopole de taxis de service public (taxis A), clairement identifiables et obligatoirement affiliés à une centrale unique au bénéfice d'une concession étatique. Il renforce également les obligations posées aux taxis A : acceptation de toutes courses (y compris celles distribuées par la centrale) et du paiement par carte de crédit. Il pose en outre des exigences accrues au niveau des connaissances linguistiques et de l'accueil de la clientèle.

Le PL entend également optimiser la disponibilité des taxis A, ceci notamment par l'exigence d'un taux minimal de disponibilité pour chaque véhicule mais aussi en offrant la possibilité à tout détenteur d'un seul permis A de proposer son véhicule en location (durant les heures où il ne l'exploite pas lui-même) à un chauffeur de taxi professionnel.

Le recours à des véhicules peu polluants est encouragé par un système de bonus/malus sur le prix de la taxe d'acquisition du permis A comme sur le montant des taxes d'immatriculation des taxis A et B.

Enfin, un montant minimum pour toute course au départ de l'Aéroport de Genève vise à supprimer les refus de courses régulièrement constatés à cet endroit.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bongard, attaché de direction, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

## **Repenser la mobilité pour améliorer la qualité de vie des riverains des axes de transit**

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de la Ville de Genève relatif à la [motion M-748](#) du Conseil municipal, qui demande que toutes les rues de la ville où la charge de trafic est supérieure à 7'000 véhicules par jour soient fermées à la circulation, en signe de solidarité avec le village de Soral.

Dans sa réponse, le gouvernement cantonal indique que les problèmes de nuisances subis par les habitants vivant le long des axes de grand trafic le préoccupent. Il estime cependant que c'est par la mise en œuvre des différents plans directeurs des transports collectifs, du stationnement, de la mobilité douce et des parcs relais

P+R adoptés ou en voie de l'être qu'il sera possible d'améliorer la qualité de vie des habitants des centres urbains et périurbains, plutôt que par des mesures de restrictions généralisées.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*

---

## **Soutien à l'organisation de congrès à Genève**

Sur proposition de la chancellerie d'Etat, le Conseil d'Etat a adopté une nouvelle procédure permettant d'améliorer les modalités de soutien public aux congrès et conférences organisés à Genève.

Constatant que le tourisme d'affaires représente 75% des nuitées à Genève et que le budget d'infrastructures publiques telles que, par exemple, le [Centre international de conférences de Genève \(CICG\)](#) ou Palexpo dépend dans une large mesure de ces réunions, le gouvernement a décidé de faciliter le travail du bureau des congrès de [Genève Tourisme](#) en se donnant la possibilité d'intervenir plusieurs années à l'avance, au moment où les organisateurs de congrès choisissent leur destination et signent les contrats afférents.

Une base de données sera créée pour recenser l'ensemble des congrès annoncés dans le canton et donner au Conseil d'Etat une visibilité accrue sur ce secteur. Parallèlement, le gouvernement a défini une liste de critères sur lesquels il pourra s'appuyer dans l'octroi de soutiens. Ceux-ci s'apparentent le plus souvent à des gestes protocolaires, telle l'organisation d'un cocktail de bienvenue pour les participants aux congrès. Cette disponibilité des pouvoirs publics est souvent la clé d'une décision positive de la part des organisateurs.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

---

## **Suppression progressive de la garantie sur les dépôts auprès de la BCGE**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi visant à supprimer par étapes la garantie cantonale sur les dépôts auprès de la Banque cantonale de Genève (BCGE). Ce projet concrétise l'un des objectifs du [Programme de législature](#) publié par le Conseil d'Etat le 7 juin dernier.

La suppression de la garantie cantonale s'inscrit dans le cadre de la stratégie de gestion des risques et répond au principe de précaution. Le montant des dépôts de la BCGE faisant l'objet de la garantie étatique s'élève à près de 5 milliards de francs. Le caractère excessif de ce montant apparaît clairement lorsqu'on le met en regard des revenus annuels totaux de l'Etat, de l'ordre de 8 milliards, et de la dette publique cantonale, qui se montait à 10,7 milliards à fin 2009. Au cas hypothétique où l'Etat serait amené à honorer sa garantie, il devrait recourir à l'emprunt et accepter des taux d'intérêts élevés. Dès lors, il y a là un risque potentiel qui est supérieur à ce que l'Etat est en mesure d'assumer.

La levée de la garantie permettra en outre à l'Etat de se recentrer sur le contrôle qu'il exerce en tant qu'actionnaire de référence de la BCGE, au travers de ses représentants majoritaires au sein du conseil d'administration. La distinction entre responsabilité politique et responsabilité entrepreneuriale sera ainsi plus clairement établie.

Le canton garantit actuellement les dépôts d'épargne auprès de la BCGE jusqu'à un maximum de 500'000 francs par déposant. Le projet de loi prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et pour une période de quatre ans courant jusqu'à fin 2016, la garantie cantonale se limitera aux dépôts d'épargne situés entre 100'001 et 500'000 francs. La garantie cantonale sera entièrement levée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les dépôts d'un montant inférieur ou égal à 100'000 francs – correspondant à la situation de plus de 80% des clients particuliers de la banque – continueront cependant à bénéficier d'une garantie par le biais du droit fédéral. Le Conseil fédéral a en effet prévu d'ancrer dans le droit permanent la protection des dépôts jusqu'à 100'000 francs, introduite dans le cadre des mesures urgentes prises en décembre 2008. Le dispositif prévu à Genève durant la période transitoire permettra ainsi d'éviter une « double garantie » superflue des dépôts.

Le projet du Conseil d'Etat s'inspire dans ses grandes lignes du dispositif de suppression progressive de la garantie cantonale mis en œuvre à partir de 2006 dans le canton de Berne. Il maintient toutefois un niveau nettement plus élevé de la garantie durant la période transitoire de quatre ans.

Le Conseil d'Etat constate enfin que l'assainissement structurel de la BCGE a été conduit avec succès au long des dernières années. D'importantes mesures ont été prises au niveau du contrôle interne, de l'analyse des risques et de la gouvernance. Les résultats récents de la banque ont été positifs malgré la crise financière, et ses fonds propres ont pu être fortement renforcés. Le risque de devoir recourir un jour à la garantie des pouvoirs publics a ainsi pu être considérablement limité. Dûment consultés lors de l'élaboration de ce projet, les organes dirigeants de la banque s'y sont déclarés favorables.

*Pour toute information complémentaire : M. David Hiler, conseiller d'Etat, en contactant M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 38 07.*

---

## **Adoption d'un règlement sur le télétravail**

L'encouragement des possibilités de travailler à domicile constituait l'une des mesures (n°6) du [second plan de mesures du Conseil d'Etat du 14 septembre 2006](#). Afin de fixer le cadre permettant de recourir à ce type d'activité, le Conseil d'Etat a adopté un règlement sur le télétravail. Celui-ci définit les principes et les conditions qui doivent s'appliquer à cette forme de travail, qui pourra être autorisée au cas par cas, selon les besoins. Il est prévu d'évaluer avec plus de précision durant une phase pilote d'une durée d'un an les types d'activités qui se prêtent au télétravail, ainsi que les règles à respecter. A l'issue de cette période, d'éventuelles modifications pourront être amenées à ce règlement.

En l'état, le règlement souligne que le télétravail ne constitue en aucun cas un droit. Il revêt un caractère volontaire, de la part de l'employeur comme de celle de l'employé, et est en outre réversible. Il ne peut s'appliquer qu'aux activités qui s'accommodent d'un degré élevé d'autonomie et d'une gestion par objectifs. Les résultats d'une telle activité doivent pouvoir être mesurés facilement et de façon objective, et des buts concrets à atteindre durant une période déterminée doivent être définis. En règle générale, le télétravail doit être alterné, ce qui signifie qu'il s'effectue en alternance avec l'activité sur la place de travail ordinaire.

La phase pilote doit notamment permettre de s'assurer que cette nouvelle forme de travail soit utilisée à l'avantage de l'employé, de l'employeur et des usagers. Elle doit aussi servir à vérifier la fiabilité des solutions mises en œuvre sur les plans technique et informatique.

*Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Borowski, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 38 46.*



---

## Réalisation de soixante-huit nouveaux logements en ville de Genève et à Châtelaine

Le Conseil d'Etat a adopté deux arrêtés permettant de délivrer une autorisation de construire pour la réalisation de logements.



Le premier arrêté porte sur la construction de quatre immeubles d'habitation situés à la rue Edouard-Rod 4, 4A, 4B et 4C en ville de Genève, section Petit-Saconnex. Trois bâtiments de trois étages sur rez-de-chaussée totalisant en tout vingt-huit logements d'utilité publique (LUP) de type habitation mixte (HM) seront réalisés. Un quatrième immeuble, également de trois étages sur rez-de-chaussée, abritera huit logements en propriété par étage (PPE). Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 3 septembre 2008 par le Conseil d'Etat (voir [point de presse](#)).

Le second arrêté porte sur la réalisation de quatre bâtiments d'habitation totalisant trente-deux logements en propriété par étage (PPE). Ces immeubles de trois étages sur rez-de-chaussée sont situés à la rue Edmond-Vaucher 17, 17A, 17B et 17C à Châtelaine, commune de Vernier. Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 27 octobre 2004 par le Conseil d'Etat (voir [point de presse](#)).



Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, administrateur, service immobilier, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 14.

---

## Augmenter le nombre de CFC dans les domaines de la santé et du social

Le Conseil d'Etat a accepté le règlement d'application de la [loi visant à augmenter le nombre de CFC \(certificats fédéraux de capacité\) dans les domaines de la santé et du social, petite enfance incluse](#).

L'objectif est de répondre par des mesures concrètes à la pénurie de personnel et d'offrir des formations de qualité dans ces secteurs intéressant beaucoup de jeunes. Le Conseil d'Etat entend ainsi marquer sa volonté de développer les formations dans les domaines de la santé et du social, plus particulièrement le CFC d'assistant-e socio-éducatif/ve (ASE) et le CFC d'assistant-e en soins et santé communautaire (ASSC). La solution préconisée vise à lier l'octroi d'aides financières et d'indemnités aux institutions à l'engagement d'apprenties et d'apprentis dans les professions de la santé et du social. Les contrats de prestations conclus dans ce cadre doivent prévoir le nombre de contrats d'apprentissage pour chacune des structures concernées.

Le règlement d'application précise les critères indispensables pour assurer des formations de qualité : mission, taille, implication dans la formation, respect des exigences légales relatives à la qualité de la formation professionnelle.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquo, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), DIP, ☎ 022 388 44 25 ou 079 308 21 88.

---

## Nouveau règlement sur les sanctions dans l'enseignement secondaire

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement de l'enseignement secondaire, en conséquence de l'adoption par le Grand Conseil de la [loi 10115](#) modifiant la loi sur l'instruction publique et instaurant la base légale nécessaire au prononcé des sanctions les plus graves.

Comme en ce qui concerne l'enseignement obligatoire (voir [communiqué du 23 juin 2010](#)), le règlement adopté désigne les autorités scolaires compétentes en matière de sanctions et précise les modalités de leur application. Il précise également les conditions d'une suspension provisoire et les modalités de celle-ci.

Le conseil de discipline instauré par la [loi 10115](#) a la compétence de prononcer les sanctions les plus graves, telles que l'exclusion d'un élève de plus de 30 jours d'affilée ou d'une année au plus de toute filière à plein temps d'une école ou d'un centre de formation professionnelle et/ou l'exclusion d'une filière à plein temps pour trois ans au plus. Le règlement fixe la procédure et le délai de saisine de ce conseil.

Le règlement instaure par ailleurs un recours hiérarchique préalable auprès de la direction générale contre les décisions affectant les élèves. Ces décisions, ainsi que celle prises par le conseil de discipline, peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif.

Enfin, et pour les mêmes raisons que dans l'enseignement obligatoire, le recours hiérarchique auprès du conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) est supprimé, l'implication d'un magistrat du pouvoir exécutif dans le prononcé d'une sanction faisant courir le risque d'une politisation des débats susceptible de nuire à la sérénité d'une procédure concernant un élève à titre individuel.

Les trois niveaux d'enseignement (primaire, cycle d'orientation et enseignement secondaire) sont désormais dotés d'un cadre de sanctions clair et de procédures harmonisées.

*Pour toute information complémentaire : Mme Jacqueline Horneffer, secrétaire générale adjointe, DIP,  
☎ 022 546 69 20.*

---

## L'Etat s'engage dans la lutte contre l'endettement des jeunes

Le souci de lutter contre le phénomène de l'endettement des jeunes anime aussi bien le gouvernement que les élus du Grand Conseil. La réponse à une [motion](#) prônant la mise en place d'une politique d'éducation, d'information et de sensibilisation aux problèmes d'endettement destinée aux adolescents et jeunes adultes a ainsi permis au Conseil d'Etat de faire le point sur les diverses actions menées dans ce domaine.

Dès le printemps 2006, un groupe de travail consacré à l'endettement des jeunes a été constitué. S'appuyant sur les données disponibles à l'office des poursuites, ce groupe a commencé par cerner les publics particulièrement concernés par cette problématique. Sans surprise, cette analyse empirique a mis en évidence que le surendettement précoce concerne essentiellement des mineurs endettés auprès de leur opérateur de téléphonie mobile, des jeunes adultes sans revenu débiteurs auprès des mêmes opérateurs mais également auprès de sociétés de vente par correspondance, de l'assurance maladie ou de la taxe militaire, et des jeunes adultes en emploi qui sont en outre concernés par des crédits à la consommation et des leasing de voitures.

Il a dès lors été décidé de concentrer la prévention sur les jeunes de 15 à 18 ans par le biais d'actions menées dans des classes de l'enseignement postobligatoire. Un projet pilote a été élaboré et l'étroite collaboration entre la direction générale de l'enseignement postobligatoire, les centres de formation professionnelle et l'office des poursuites a débouché, au printemps 2009, sur quatorze interventions auprès de classes d'élèves suivant une formation professionnelle (245 élèves de terminale). Les interventions, alliant sensibilisation et

information, ont été menées par des collaborateurs/trices de l'office des poursuites, qui ont notamment pu expliquer concrètement les effets d'une poursuite ou d'une saisie, à l'appui d'exemples concrets et significatifs. Ces interventions ayant rencontré un écho très favorable tant auprès des élèves que des enseignants, elles ont été reconduites au cours du printemps 2010 et ont touché environ 800 élèves des centres de formation professionnelle. S'agissant des élèves suivant une formation postobligatoire générale, il est apparu que la question devait être abordée d'une manière spécifique, dès lors que c'est très souvent la famille qui joue le rôle de débiteur lorsqu'un élève rencontre un problème financier.

Parallèlement, d'autres actions d'information et de sensibilisation ont pu être développées, comme la présentation aux élèves d'un spectacle théâtral à vocation didactique en collaboration avec le Centre social protestant ou la sensibilisation des enseignants dans le cadre de leur formation continue, en collaboration avec la Fédération romande des consommateurs. A l'automne 2009, la direction de l'office des poursuites a en outre effectué une présentation de la problématique de l'endettement des jeunes à l'intention de tous les enseignants de culture générale des centres de formation professionnelle. Un point de situation sera fait l'automne prochain, en vue d'examiner le maintien de ces actions et en particulier des interventions de l'office des poursuites.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Dufey, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 38 52.*

---

### **Lutte contre le jeu excessif : aide financière à l'association « Rien ne va plus »**

Conformément à la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a attribué pour l'année 2010 une aide financière d'un montant de 154'800 francs à l'association de lutte contre le jeu excessif « Rien ne va plus » (RNVP).

Cette aide financière permet à RNVP d'organiser des activités de prévention de l'abus des jeux de hasard et d'argent auprès de la population et des joueurs eux-mêmes. L'association propose aussi des formations aux professionnels des domaines de la santé et du social.

*Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 16.*

---

### **Fondation des services d'aide et de soins à domicile : projet de loi spécifique pour l'orientation dans le réseau de soins**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil une modification de la [loi accordant une indemnité et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2008 à 2011](#).

Les montants accordés à la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) seront augmentés de 1,4 million pour 2011 (voir [point de presse du 30 novembre 2009](#)). Ils sont destinés au financement de nouvelles activités confiées à la FSASD dans la cadre du programme d'accès aux soins (PASS), à savoir l'accueil et le conseil des personnes nécessitant des soins ainsi que de leurs proches, l'évaluation individualisée de leur autonomie fonctionnelle et leur orientation concertée dans le réseau de soins. Ces nouvelles activités seront déployées progressivement dès 2011.

Après avoir apporté les explications demandées par les partenaires du réseau concernant les modalités d'orientation des personnes entre les différents types de prise en charge, le Conseil d'Etat présente ainsi une loi spécifique pour l'accès aux soins, notamment en faveur des personnes âgées.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 00 ou 079 543 27 58.*

---

### **Modification du règlement d'application de la loi sur les améliorations foncières**

La commission centrale des améliorations foncières a été supprimée suite à l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2009, de la nouvelle [loi sur l'organisation judiciaire](#). C'est désormais le Tribunal administratif et la commission cantonale de recours en matière administrative (CCRA) qui sont compétents en la matière.

Dès lors, le Conseil d'Etat a approuvé un projet de modification du règlement d'application de la loi sur les améliorations foncières.

*Pour toute information complémentaire : Mme Céline Krebs, direction générale de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.*

# Nominations

---

## Nouveau directeur de l'office de la sécurité civile

Le département de l'intérieur et de la mobilité (DIM) a désigné M. **Jérôme Felley**, 52 ans, en qualité de nouveau directeur du service de la sécurité civile. M. Felley remplace à ce poste M. Philippe Wassmer, qui a fait valoir ses droits à la retraite à fin 2009.



Au bénéfice d'une licence en sciences politiques et d'une licence en droit de l'Université de Genève, M. Felley a occupé, dès 1985, plusieurs fonctions au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : délégué au Liban et en Afrique du Sud, chef adjoint de délégation au Moyen-Orient et conseiller juridique de la zone Moyen-Orient. De 1992 à 2008, il a occupé diverses fonctions au sein du Touring club suisse, dont celles de directeur assistance étranger et de directeur de TCS Assurances S.A. En 2008, il a pris la direction d'une agence de Swisslife SA.

M. Felley possède une grande expérience dans la direction d'équipes importantes en charge d'opérations d'assistance souvent complexes, tant sur le plan local qu'international. Ses compétences dans la négociation et la prise de décision et son goût pour les relations humaines et la communication le rendent particulièrement apte à conduire l'évolution du service de la sécurité civile, qui fait face aujourd'hui à des mutations importantes dans l'organisation de la protection de la population et des secours. Il sera, dans ce contexte, l'interlocuteur privilégié des communes et des instances locales, régionales, intercantionales et fédérales. Il prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> septembre 2010.



Par ailleurs, M. **David Gysler** a été promu inspecteur cantonal du feu et confirmé dans ses fonctions de directeur adjoint de la sécurité civile. Durant les dix derniers mois, il a assuré la direction par intérim du service. La compétence et l'expérience de M. Gysler, lieutenant-colonel sapeur-pompier, le destinent tout naturellement à seconder M. Felley dans la direction opérationnelle du service.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*

---

## Nouvelle directrice du service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes



Le département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE) a désigné Mme **Muriel Golay** au poste de directrice du service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme (SPPE) à dater du 1<sup>er</sup> juillet 2010. Elle reprend ainsi le poste laissé vacant par Mme Teresa Wainwright Skibinska, qui a rejoint le département de l'instruction publique le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Agée de 38 ans, Mme Golay est notamment titulaire d'un diplôme de formation continue en gestion des institutions sociales et d'un certificat de formation continue en management de proximité ainsi que de deux *masters*, en santé publique respectivement en biologie. Elle a rejoint le SPPE le 1<sup>er</sup> avril 2004 en qualité d'adjointe de direction et en assure la direction par intérim depuis le 19 novembre 2009.

Le dynamisme de Mme Golay, associé à son expertise au regard du domaine de l'égalité entre homme et femme, l'étendue de son réseau avec les différents partenaires tant au niveau cantonal que fédéral, ainsi que ses compétences organisationnelles lui permettront d'assumer sa future mission avec tout le professionnalisme attendu.

*Pour toute information complémentaire : Mme Fabienne Bugnon, directrice générale de l'office des droits humains, DSPE, ☎ 022 327 00 67.*